



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 15 Décembre – 22 Décembre 2022

En bref

Au cours des deux premières semaines de décembre, l'inflation a atteint un taux annuel de 7,7 % selon l'Institut national de statistique et de géographie (INEGI). L'inflation de base, qui exclut les biens et services dont les prix sont plus volatils, tels que l'agriculture, l'énergie et les tarifs publics, a connu sa deuxième baisse consécutive et a atteint 8,35 % en rythme annuel au cours des quinze premiers jours de décembre, contre 8,37 % en rythme annuel fin de novembre. Au sein de l'inflation sous-jacente, les prix des marchandises ont rebondi de 0,62 % par rapport à la quinzaine précédente, ce qui représente la plus forte augmentation depuis la première quinzaine d'août de cette année, où elle était de 0,72 %. En ce qui concerne l'inflation non essentielle, le taux annuel s'est accéléré pour atteindre 6,08 %, après être tombé à 4,86 % au cours de la quinzaine précédente.

LE CHIFFRE À
RETENIR

7,7 %

Taux annuel d'inflation au cours des
deux premières semaines du mois de
décembre

Zoom sur

La CEPAL révisé ses prévisions de croissance pour 2022 et anticipe un ralentissement des économies d'Amérique centrale en 2023. La croissance devrait s'élever à 2,5 % dans la région (y.c. Mexique) à fin 2022, un chiffre supérieur à celui annoncé en août dernier. Cependant, l'agence prévoit un ralentissement en 2023 plus prononcé pour le groupe incluant Amérique centrale et Mexique avec une croissance projetée de 1,7 %, dans un environnement soumis à d'importantes contraintes extérieures et intérieures qui risquent de perdurer (conflit en Ukraine, inflation, dépréciation des monnaies...). Le faible dynamisme des États-Unis, principal partenaire commercial et source de transferts de fonds pour les pays du CA-4, affecterait à la fois le commerce extérieur et la consommation privée. Cependant, la baisse des prix des produits de base pourrait être avantageuse, car plusieurs pays de la région sont importateurs nets de denrées alimentaires et d'énergie.

Mexique

1. ECONOMIE

Le gouvernement du Mexique a effectué un remboursement anticipé de sa dette à la Banque Interaméricaine de développement (BID) à hauteur de 45,2 M USD. Cette opération s'inscrit dans la stratégie de l'administration mexicaine, laquelle vise à réduire le montant de la dette extérieure en vue de soulager l'administration suivante des pressions financières. Le portefeuille de prêts actifs du Mexique auprès de l'organisation multilatérale s'élève à 2,3 Mds USD. L'effort de l'administration pour effectuer le paiement anticipé annulerait ainsi près de 2 % de ces obligations. Selon le Ministère des finances, le solde de la dette du Mexique envers les organisations financières internationales s'élevait, en octobre dernier, à 28 Mds USD, dont 732 M ont été remboursés entre janvier et octobre de cette année. Il s'agit de la charge de la dette la plus faible pour une période similaire avec les organisations financières internationales depuis le mandat de Felipe Calderon (2006-2012).

L'économie mexicaine semble s'essouffler à l'approche de la fin de l'année. En effet, en novembre, l'économie mexicaine aurait reculé de 0,1 % selon l'indicateur ponctuel de l'activité économique de l'Institut national de Statistiques et de Géographie (INEGI). Si cette baisse se concrétisait, elle romprait une série de quatre mois de chiffres positifs. Les activités secondaires et tertiaires connaîtraient une baisse mensuelle de 0,1 % en novembre. Cette baisse est la troisième consécutive pour les activités secondaires, et la première depuis octobre 2021 pour les activités tertiaires. Bien qu'il s'agisse d'une estimation opportune, les données laissent entrevoir un ralentissement de l'économie au cours de l'année prochaine, malgré l'optimisme

des prévisions macroéconomiques avancées par le Ministère des finances.

L'Institut Mexicain des Cadres Financiers (IMEF) estime que l'économie mexicaine connaîtrait une croissance d'environ 1,2 % en 2023 et n'exclut pas le risque de récession. Ce chiffre est largement inférieur à l'estimation de 3 % du Ministère des Finances. Le risque d'une récession n'est pas exclu par l'Institut, compte-tenu du ralentissement attendu de l'économie américaine, qui comporte le risque de se transformer en récession, et qui pourrait ralentir le rythme du commerce extérieur mexicain, soit l'un des moteurs de la réactivation de l'économie du pays. Ces éléments, ainsi que l'incertitude économique, les niveaux d'inflation élevés, les hausses de taux d'intérêt internationaux devraient impacter négativement l'économie mexicaine. En outre, d'un point de vue domestique, l'environnement des affaires se trouvent assombris par des décisions politiques tel que (i) l'approbation au Congrès de diverses mesures qui modifient les règlements électoraux et (ii) le cabotage aérien qui complique considérablement le fonctionnement des entreprises mexicaines, perdant la possibilité d'obtenir des avantages pour les consommateurs nationaux si elles négocient symétriquement avec d'autres pays. L'Institut s'attend à ce que l'inflation décélère en 2023 à 5,1 %, soit plus de 3 points de moins que l'estimation pour 2022 (8,4 %). Enfin, selon l'IMEF, un risque important pèse sur les finances publiques pour 2023, en raison de leur surestimation avec des projections trop optimistes qui pourraient se répercuter sur les recettes du gouvernement.

Selon l'Institut national de Statistiques et de Géographie (INEGI), l'économie informelle s'est redressée en 2021 et représentait près de 24 % PIB. Selon les résultats préliminaires de la Mesure de l'économie informelle rapportés par l'INEGI, l'informalité a participé à 23,7 % du PIB mexicain, soit un niveau légèrement au-dessus des 23,1 % de 2019, avant la pandémie. En 2020, avec la

fermeture économique de nombreuses activités et l'absence de commerce informel dans les rues, la part du secteur informel était de 21,8 %. L'INEGI précise que la contribution à l'informalité au Mexique était générée par 55,8 % de la population active dans des conditions d'informalité. De même, 76,3 % restants du PIB en 2021 ont été générés par le secteur formel avec 44,2 % de la population active formelle. Les récentes données de l'INEGI montrent que l'économie informelle est plus volatile que l'économie formelle. En effet, pendant la pandémie, l'économie formelle a diminué de 8 % tandis que l'économie informelle s'est contractée de 12,3 %. De même, en 2021, le rebond a été plus important pour l'économie informelle (de 12,4 %) que pour l'économie formel (de 4,7 %).

Selon la vice-gouverneure de la Banque du Mexique (Banxico), Irene Espinosa, il serait prématuré de penser à interrompre le cycle de hausse des taux alors que les niveaux d'inflation ne sont pas encore acceptables. La vice-gouverneure a expliqué que Banxico prévoyait un taux d'inflation de 7,5 % au T1 2024 et que l'inflation resterait à des niveaux supérieurs à sa cible (3 +/- 1 %) tout au long de l'année 2023 bien qu'elle soit déjà sur une tendance à la baisse. Une attention particulière est portée aux « raisons internes de la dynamique des prix », à savoir (i) des augmentations de salaire qui ne correspondent pas aux augmentations de la productivité du travail, (ii) une consommation supérieure aux niveaux pré-pandémiques et (iii) des anticipations d'inflation qui restent éloignées de l'objectif de Banxico. Selon la vice-gouverneure, les pressions inflationnistes externes, qui sont les coûts de transport, ont déjà été réduites, certaines chaînes d'approvisionnement ont été rétablies et les prix des produits de base ont également baissé ; ce qui vient renforcer l'idée que des facteurs

internes influencent la pression à la hausse sur l'inflation. Enfin, Irene Espinosa a reconnu que malgré l'effort de relèvement significatif du taux d'intérêt directeur, l'augmentation des anticipations d'inflation n'a pas permis de relever ex ante le taux réel.

Le Ministère des finances prévoit de renouveler son pacte avec les grandes entreprises en février, pour lutter contre l'inflation. Le PACIC 3.0 viserait à contenir le coût des produits de base en supprimant les barrières à l'importation et en réduisant certaines exportations de produits alimentaires. Le programme, qui a débuté en mai et a été renouvelé pour la première fois en octobre, a pour objectif la réduction de 8 % du prix de 24 produits clés d'ici février par rapport à leur niveau moyen maximal. Les entreprises ont manifesté leur intérêt pour la poursuite de l'accord ainsi le gouvernement mexicain envisagerait de le prolonger une nouvelle fois au-delà de sa date d'expiration actuelle. Les différents programmes anti-inflation du Mexique devraient coûter environ 28 Mds USD cette année, la majeure partie de l'argent étant consacrée aux subventions aux carburants.

Du T4 2019, avant la crise sanitaire, au T3 2022, l'investissement public a accusé un retard de 4,4 %, selon les chiffres corrigés des variations saisonnières des indicateurs d'offre et de demande publiés par l'Institut national de la statistique et de la géographie (Inegi). Cette chute est encore plus marquée depuis l'élection du Président AMLO au T3 2018, le niveau d'investissement public étant inférieur de 19,8 % à ce jour. L'investissement public accuse un retard de 52,7 % depuis son pic historique au T1 2009. Une reprise de l'investissement public dans les prochains mois s'annonce compliquée face à une année 2023 marquée par un ralentissement de l'activité économique tant étrangère que nationale. Selon une analyse de « México, ¿Cómo

Vamos?»), l'investissement public ne représente que 12,7 % de l'investissement total au Mexique, et 2,9 % du PIB. Quant à l'investissement privé, celui-ci accuse également un retard mais de moindre mesure, le niveau actuel étant inférieur de 1,5 % à celui du T4 2019. Par rapport au T3 2018, lorsque AMLO a remporté les élections, l'investissement privé affiche une baisse de 7,2 %. Au T3 2022, l'investissement privé représentait 18,6 % du PIB.

2. FINANCES PUBLIQUES

Le Service de l'administration fiscale (SAT) a indiqué qu'au cours des mois d'août, septembre et octobre 2022, les remboursements de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ont augmenté en moyenne de 33 % g.a en termes réels. Plus précisément, en août, les remboursements de TVA ont augmenté de 29,4 % g.a, ceux de septembre de 39,1 % g.a et ceux d'octobre de 30,4 % g.a. Selon les experts, ces augmentations seraient dues à la réactivation de l'économie mexicaine mais aussi aux retards dans le retour de la TVA, en raison de la pandémie.

3. ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

L'entreprise nationale, Commission fédérale de l'électricité (CFE), a cumulé des bénéfices et des économies de plus de 24,47 Mds USD durant l'administration AMLO. Lors de réunion du conseil d'administration de l'entreprise énergétique, l'exécutif a indiqué que 5 470 M USD d'économies ont été générées grâce à la renégociation des gazoducs, 3,27 Mds USD en substituant des combustibles coûteux par du gaz naturel, 2,26 Mds USD en commercialisant la molécule avec des tiers, 4,67 Mds USD en récupérant des capacités de réserve et enfin 8,41 Mds USD grâce à la signature d'alliances stratégiques. Grâce à ces économies, plusieurs objectifs de l'entreprise ont été atteints, comme

l'unification du système Mayakan ou encore la construction du gazoduc Cuxtal, qui devrait garantir l'approvisionnement de la péninsule du Yucatan en gaz naturel à faible coût.

4. Indicateurs Bourse, Change et Pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 22/12
Bourse (IPC)	0,76%	-3,19 %	50 426 points
Change USD/MXN	-0,56%	-5,62%	19,65
Change EUR/MXN	-0,76%	-12,63%	20,84
Prix du baril mexicain	0,85%	2,13%	65,22

Amérique centrale

1. GUATEMALA

Les flux de remesas ont atteint 16,4 Mds USD sur la période janvier – novembre 2022, hissant d'ores et déjà 2022 en année record pour l'envoi de fonds de migrants. Depuis 10 ans, les flux de remesas ne font qu'augmenter, à un rythme moyen de 14 % par an. En 2021, en réponse à la pandémie, les flux de remesas avaient augmenté de 34,5 % et s'élevaient à 15,2 Mds USD. Cette dynamique est liée à l'augmentation du flux migratoire, avec près de 300 000 Guatémaltèques quittant le pays chaque année. Selon les estimations de la Banque Centrale, cette tendance devrait se poursuivre en 2023, avec une progression des flux de remesas entre 4,5 % et 7,5 % pour atteindre en fin d'année un total de 18,6 Mds USD.

2. EL SAVADOR

La Banque Centroaméricaine pour l'Intégration Economique (BCIE) approuve un nouveau prêt de 250 M USD. Ce prêt est dédié à la mise en place d'un programme de développement (ODP) dont l'objectif est de promouvoir la croissance économique et le développement durable, réduire la pauvreté et la lutte contre le changement climatique économique. Les investissements devraient contribuer à améliorer l'efficacité du système budgétaire afin d'augmenter les recettes et réduire l'évasion fiscale, lutter contre la contrebande et généraliser les systèmes de facturation électroniques à travers le pays.

Le gouvernement lance son nouveau système de facturation électronique. L'objectif de cette initiative est de faciliter le paiement des impôts et ainsi mieux contrôler l'évasion fiscale grâce à la technologie numérique. Selon la Banque interaméricaine de Développement (BID), qui co-finance ce projet, ce nouveau système permettra au gouvernement d'augmenter ses recettes fiscales d'environ 6 %.

3. HONDURAS

Entre janvier et octobre 2022, le Honduras a contracté de nouveaux prêts extérieurs pour un montant total de 1,173 Md USD. Selon la Banque Centrale du Honduras (BCH), ces prêts auraient été contractés auprès de la BID (613 M USD), de la BCIE (450 M USD) et de la Banque Mondiale (110 M USD). Ces nouveaux engagements ont élevé la dette extérieure publique du Honduras à 8,94 Mds USD à la fin du mois d'octobre, en baisse de 3,4 % par rapport au montant enregistré en décembre 2021, à 9,3 Mds USD.

Le déficit commercial de biens est en hausse en glissement annuel de 16,7 % à fin octobre 2022, s'élevant à 7,4 Mds USD. Les importations se sont élevées à 12,7 Mds USD, en hausse de 19 %, et les exportations à 5,3 Mds USD, en hausse de 22 %. Selon la BCH, cette tendance est due à la hausse du prix des combustibles, des lubrifiants et de

l'électricité, la valeur de ces importations ayant augmenté de 889 M USD par rapport à l'année précédente. En excluant ces produits, le déficit commercial de biens se réduit à 4,9 Mds USD sur la période, en baisse en glissement annuel de 3,3 %.

4. NICARAGUA

Les flux de remesas se sont élevés à 2,58 Mds USD sur la période janvier – octobre 2022, dépassant d'ores et déjà le montant de l'année 2021, à 2,1 Mds USD. Selon la Banque Centrale, les flux de remesas sont en hausse de 48 % par rapport à l'année précédente, poursuivant ainsi une tendance à la hausse, amorcée depuis plusieurs années et corrélée à un flux croissant de migrants nicaraguayens : de 2016 à 2021, les flux de remesas ont augmenté en moyenne de 11 % chaque année. Sur les 10 premiers mois de 2022, ces remesas provenaient principalement des États-Unis (75,7 %), suivis de l'Espagne (8,7 %) et du Costa Rica (8,7 %).

La BCIE débourse le prêt de 38,8 M USD accordé à Empresa Nicaragüense de Acueductos y Alcantarillados (Enacal) en janvier 2019, pour financer le projet d'assainissement des eaux dans la zone urbaine de Bluefields. Le projet, qui devrait être achevé en 2023, comprend entre autres, (i) la construction de 42 km de réseaux collecteur et sous-collecteur, (ii) de 12 stations de pompage des eaux usées, (iii) d'une station de traitement des eaux usées et (iv) l'élargissement de la route menant à la station de traitement. Une fois le projet terminé, le taux de couverture d'assainissement des eaux dans la zone urbaine de Bluefields devrait passer de 0 % à 58 %, garantissant ainsi un service d'épuration des eaux à près de 30 000 personnes.

Le gouvernement nicaraguayen a signé un accord de coopération avec l'Iran le 18 décembre dernier. Il s'agit du 14^{ème} accord de coopération signé entre les deux pays, celui-ci portant sur un spectre très large de secteurs, dont l'énergie, l'agriculture, la technologie, la finance, la défense, la santé et le commerce.

5. PANAMA

Le volume d'échange sur la Bourse latino-américaine (Latinex) basée au Panama a connu une baisse de 34,3 % sur les onze premiers mois de 2022. En effet, il s'élèverait à 5,74 Mds USD fin novembre 2022, contre 8,74 Mds USD au cours de la même période en 2021. Les chiffres de 2022 montrent que la majorité des titres négociés sont des titres d'entreprise, avec 79 % du total, tandis que les titres d'État représentent les 21 % restants contre 29 % en 2021.

Un rapport de la Surintendance des banques du Panamá indique que le solde du portefeuille des prêts sur les 10 premiers mois 2022 aurait connu une augmentation de 7 %, soit 3,86 Mds USD de plus par rapport au solde de 2021. Au sein du portefeuille de prêts de 58,7 Mds USD, les hypothèques occupent la part la plus importante, avec 33,4 % du total, soit 19,6 Mds (volume en hausse de 5,5 % par rapport à octobre 2021), les crédits à la consommation représentent eux 22,3 % du portefeuille, soit 13 Mds USD (en hausse de 3,7 % par rapport à octobre 2021). Le portefeuille qui connaît l'augmentation la plus importante est celui des prêts commerciaux, qui a augmenté de 9,9 % (+ 1,08 Md USD) pour 11,9 Mds USD.

Selon l'Autorité du Canal du Panamá, l'État panaméen aurait perçu 2,49 Mds USD de ces activités pour l'année fiscale 2022, ce niveau record de contribution est l'équivalent de 9,7 % des dépenses publiques en 2022. Le débit de navires pendant l'exercice 2022 a aussi connu une hausse de 6,3 % par rapport à l'exercice 2021 et de 6,1 % par rapport à 2020, soit 14 132 transits enregistrés.

Le Superintendant des banques du Panama, Amauri Castillo affirme que le Centre Bancaire International (CBI) du Panama, se serait imposé comme un refuge pour les capitaux étrangers à hauteur de 37,15 % du portefeuille des dépôts sur les 10 premiers mois de 2022. Près de 36 Mds USD des 96,9 Mds USD du portefeuille du CBI proviendraient de l'étranger, notamment des capitaux latino-américains à la recherche de la

stabilité offerte par le Panama. En effet, ces dépôts proviendraient de la Colombie (7,5 Mds USD), du Pérou (2,3 Mds USD), du Venezuela (2,1 Mds USD), du Costa Rica (2 Mds USD), de la République Dominicaine (2 Mds USD) et de l'Équateur (1,9 Md USD).

L'agence de notation de crédit américaine, AM Best a relevé la perspective du secteur de l'assurance panaméen de « négative » à « stable ». Cette modification interviendrait après les bons résultats techniques et le renforcement des perspectives macroéconomiques du pays, l'agence indique que le secteur de l'assurance panaméen a connu une croissance de 5,9 % en 2021.

6. COSTA RICA

La Chambre Costaricienne de l'Industrie Alimentaire (CACIA) estime que son secteur d'activité représente 5 % du PIB et 102 000 emplois directs. Les exportations de l'industrie alimentaire augmenteraient de 20 % cette année, atteignant un niveau record de plus de 2,4 Mds USD, malgré les évolutions du taux de change.

Caraïbes

1. CUBA

Cuba autorise le premier projet d'investissement étranger dans le commerce. A la suite de l'autorisation de l'investissement étranger dans le secteur du commerce, un premier projet devrait voir le jour. L'entreprise mixte (JV) *Gran Ferretero S.A.*, née de l'association entre l'entreprise cubaine *Albus S.A.* et la société espagnole *Gurea Industrial & Automotive Equipment SL*, devrait débiter ses opérations au cours du premier trimestre 2023. Autorisée à opérer dans le commerce de gros et de détail, la nouvelle société commercialisera sur place, et uniquement en devises, des articles de quincaillerie et de matériaux de la construction.

Quelques articles produits localement seraient également inclus dans le catalogue de ventes. Avec ces projets, l'Etat cubain cherche à revitaliser le commerce, en pénurie chronique depuis 2020, et à combler la demande non satisfaite.

Le Vietnam a fait don de 7 500 tonnes de riz à Cuba. Ce geste de « solidarité et d'amitié », officialisé le 19 décembre dernier lors de la XL session de la commission intergouvernementale entre les deux pays, intervient dans un contexte d'aggravation des pénuries alimentaires à Cuba. La production de riz, denrée de base dans l'alimentation des cubains, est bien en dessous de ses objectifs. En 2022, le niveau de production a été fixé à 180 000 tonnes, contre une demande de la population estimée à 700 000 tonnes. Le programme national « Arroceros » de Cuba s'est fixé un niveau de production annuelle de 600 000 tonnes de riz d'ici 2030, soit un objectif qui semble ambitieux sachant qu'entre 2018 et 2021 la production est passée de 304 000 tonnes à seulement 138 400 tonnes. Malgré la diminution du commerce bilatéral entre les deux pays en 2022, le Vietnam est un partenaire commercial stratégique de l'île. En effet, les échanges commerciaux ont atteint, fin novembre, 136,4 M USD (-19,4 % par rapport à la même période de l'année précédente).

2. REPUBLIQUE DOMINICAINE

L'agence de notation S&P Global Ratings a relevé le 19 décembre dernier sa notation pour les emprunts long terme en devises et monnaie locale de BB- à BB avec perspectives stables pour la République dominicaine. Il s'agit de la meilleure notation du pays depuis 25 ans, en reconnaissance de ses bons fondamentaux économiques. Parmi les autres agences, Fitch Ratings a récemment confirmé le passage du pays en BB- stable (BB- négatif précédemment) alors que Moody's conserve sa notation de Ba3 stable.

Le directeur général des douanes (DGA), Eduardo Sanz Lovatón, a indiqué qu'en 2022 cette institution avait collecté 222 000 M de pesos (400 M USD), résultat en hausse de 20,4 % par rapport à 2021. Grâce à la promulgation d'une nouvelle loi douanière visant à moderniser et simplifier les procédures et les régimes douaniers (Loi n° 168-21 abrogeant la loi 3489 du 14 février 1953), de nouvelles procédures accélérées ont été mises en place (« programme d'expédition en 24 heures ») avec l'objectif de transformer la République dominicaine en hub logistique.

3. JAMAÏQUE

La Banque de Développement de Jamaïque a annoncé la mise à disposition de 100 M USD en direction d'un mécanisme de soutien pour les entrepreneurs et les petites entreprises de la chaîne logistique. Ce programme qui sera accessible dès février 2023 vise à soutenir un secteur d'activité bouleversé depuis la pandémie de Covid-19. Ces subventions seront comprises entre 300 000 USD et 45 M USD, 4 M USD sera aussi dirigé vers le dépôt des brevets pour les solutions les plus innovantes.

En juin 2023, la Banque de la Jamaïque émettra de nouvelles coupures dans une matière plus résistante et en renforçant les caractéristiques de sécurité.

4. CARAÏBE ORIENTALE

La Banque des Caraïbes a approuvé la mise en place d'une assistance technique afin de résoudre la crise du transport aérien dans les Caraïbes Orientales. En effet, depuis la pandémie de COVID-19, la compagnie régionale LIAT a dû réduire considérablement sa flotte et son offre, proposant aujourd'hui seulement 50 vols par semaine contre 500 par semaine en 2019. Les États insulaires de la Caraïbe orientale souhaitent que cette assistance technique réponde aux enjeux de connectivité de la zone en proposant des solutions.

5. SAINTE-LUCIE

Le gouvernement souligne les bons résultats économiques de l'île, avec une croissance estimée à 9,5 % pour 2022 selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'ONU (CELAC). Près de 71 % des entreprises locales vont finir l'année 2022 avec des résultats supérieurs à ceux de 2021, permettant le développement d'emploi et des infrastructures. Grâce à son excédent budgétaire, le gouvernement a pu redistribuer 7,4 M USD aux fonctionnaires et investir 960 000 USD supplémentaires dans son programme de relance économique.

L'Union Européenne a débloqué 60 000 EUR de son fonds humanitaires pour venir en soutien des 150 familles les plus vulnérables identifiées par la Croix Rouge après les inondations qui ont frappé le nord de Sainte-Lucie.

6. SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES

Le parlement a approuvé les prévisions de dépenses et de recettes pour le budget 2023 à hauteur de 1,45 Mds ECD, soit 532 M USD. Toutefois, l'opposition critique le manque de réalisme du budget qui surestimerait les recettes fiscales et minimiserait le coût lié au remboursement de la dette et de réduction du déficit, qui s'élèverait à 78,7 M USD (212,8 M ECD) en 2023, soit 15 % du budget annuel. La présentation des postes de dépense du budget aura lieu le 9 janvier 2023.

7. ANTIGUA-ET-BARBUDA

Le gouvernement a annoncé la mise en place d'un prêt de 80 M USD souscrit auprès de l'Arabie Saoudite pour permettre l'agrandissement du Campus Five Island de l'University of the West Indies. Ce prêt est un élément majeur pour le développement du système éducatif dans la région des Caraïbes.

8. BARBADE

En décembre 2022, la Barbade a déployé les nouvelles coupures de sa monnaie utilisant un dessin vertical, un modèle plus résistant et plus sécurisé, notamment avec des hologrammes.

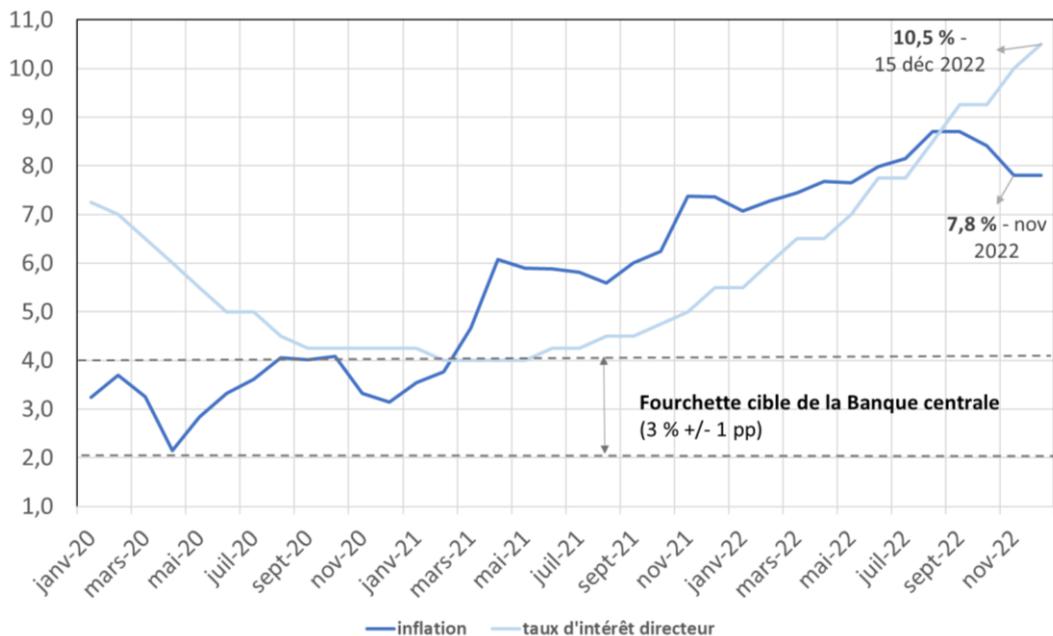
Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	Pib réel (Mds USD, 2022)	Croissance du PIB 2019	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Prévision FMI 2022	Prévision FMI 2023	Dettes publiques (% PIB, 2022)	Inflation (e.o.p 2022, FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	130,118	1 424,5	- 0,2 %	- 8,1 %	+ 4,8 %	+ 2,1 %	+ 1,15 %	56,8 %	+ 8,5 %	10,5 %
Belize	0,44	2,676	+ 4,5 %	-13,7 %	+ 16,3 %	+ 3,5 %	+ 1,9 %	76,3 %	+ 8 %	2,25 %
Costa Rica	5,232	68,5	+ 2,42 %	- 4,05 %	+ 7,8 %	+ 3,81 %	+ 2,9 %	67,6 %	+ 9,5 %	9 %
Guatemala	18,713	91,32	+ 4 %	- 1,76 %	+ 7,98 %	+ 3,41 %	+ 3,2 %	30,1 %	+ 8,04 %	3,75 %
Honduras	10,294	30,6	+ 2,65 %	- 8,96 %	+ 12,5 %	+ 3,4 %	+ 3,54 %	47,6 %	+ 11 %	3 %
Nicaragua	6,612	15,7	- 3,78 %	- 1,8 %	+ 10,35 %	+ 4 %	+ 3 %	47 %	+ 10 %	5,5 %
El Salvador	6,551	31,9	+ 2,44 %	- 8,2 %	+ 10,3 %	+ 2,64 %	+ 1,7 %	82,6 %	+ 6 %	n/a
Haïti	12,065	20,2	- 1,68 %	- 3,34 %	- 1,80 %	- 1,2 %	+ 0,5 %	23,1 %	+ 31,5 %	10 %
Jamaïque	2,743	16,1	+ 0,97 %	- 10,05 %	+ 4,6 %	+ 2,81 %	+ 3 %	86,2 %	+ 9,5 %	6,5 %
Panama	4,395	71,1	+ 2,98 %	- 17,95 %	+ 15,34 %	+ 7,52 %	+ 4 %	55,6 %	+ 4,4 %	n/a
République Dominicaine	10,632	112,4	+ 5,05 %	- 6,72 %	+ 12,26 %	+ 5,25 %	+ 4,5 %	58,3 %	+ 6,9 %	8,5 %
Cuba	11,2	22,7	- 0,2 %	- 10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	n/a	168 % (EIU)	+ 300 %	n/a

Source: FMI, World Economic Outlook, Octobre 2022

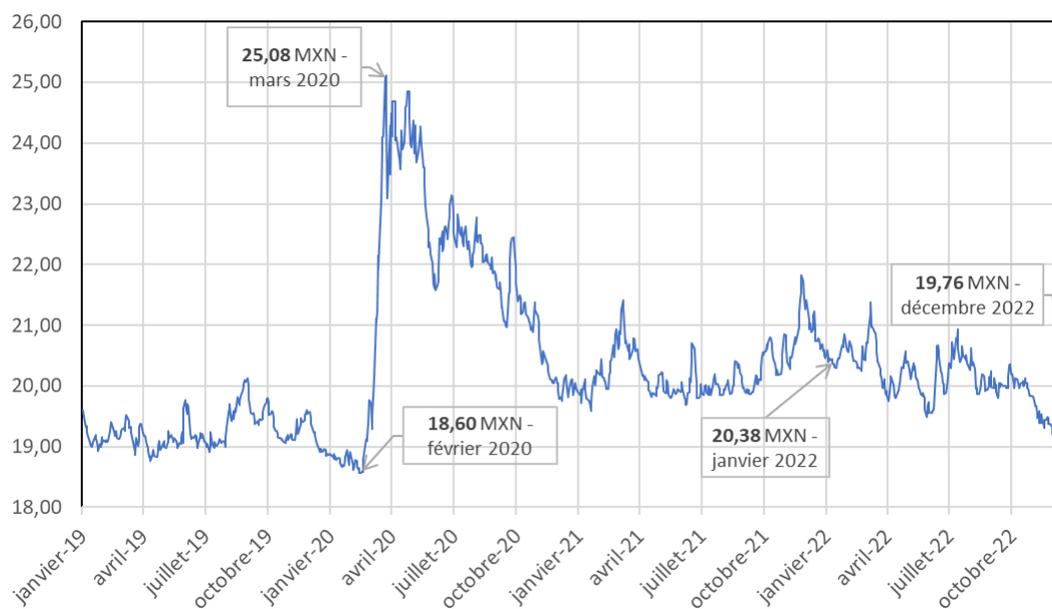
– Annexe Graphique – Mexique –

Inflation mensuelle (g.a, %) et taux d'intérêt directeur (%)



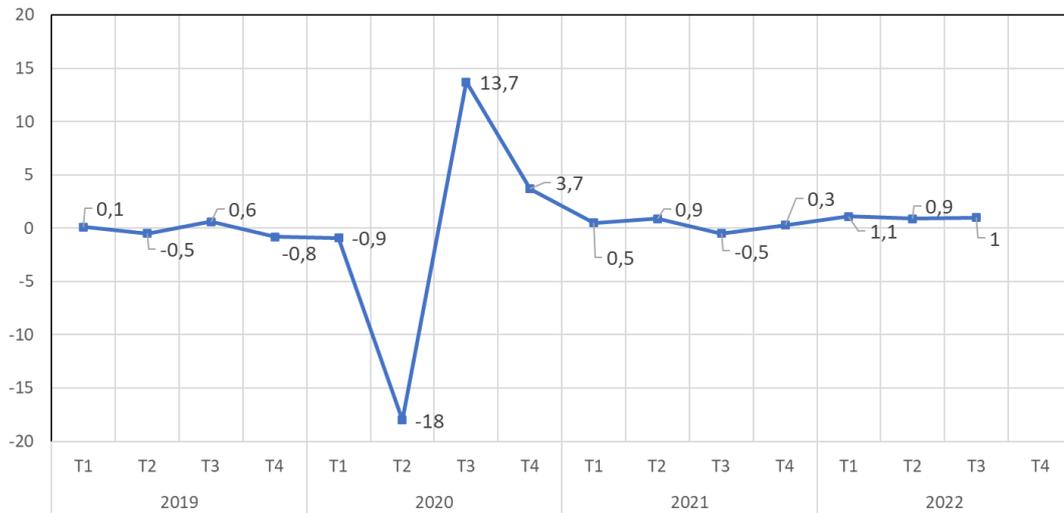
Source: Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie

Evolution du taux de change (MXN/USD)



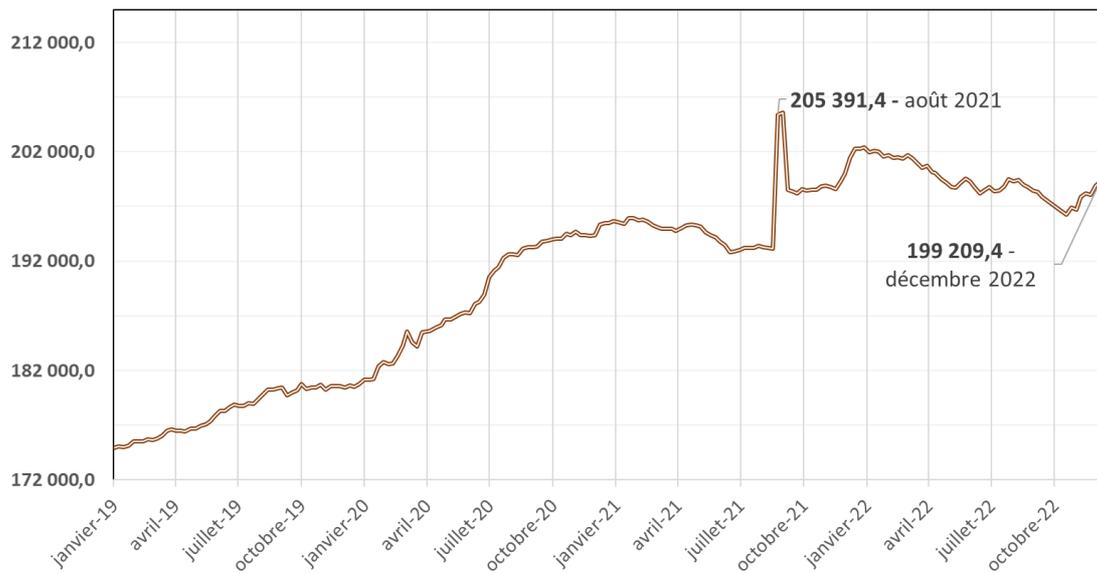
Source : Banque centrale du Mexique

Taux de croissance du PIB
 (% , glissement trimestriel)



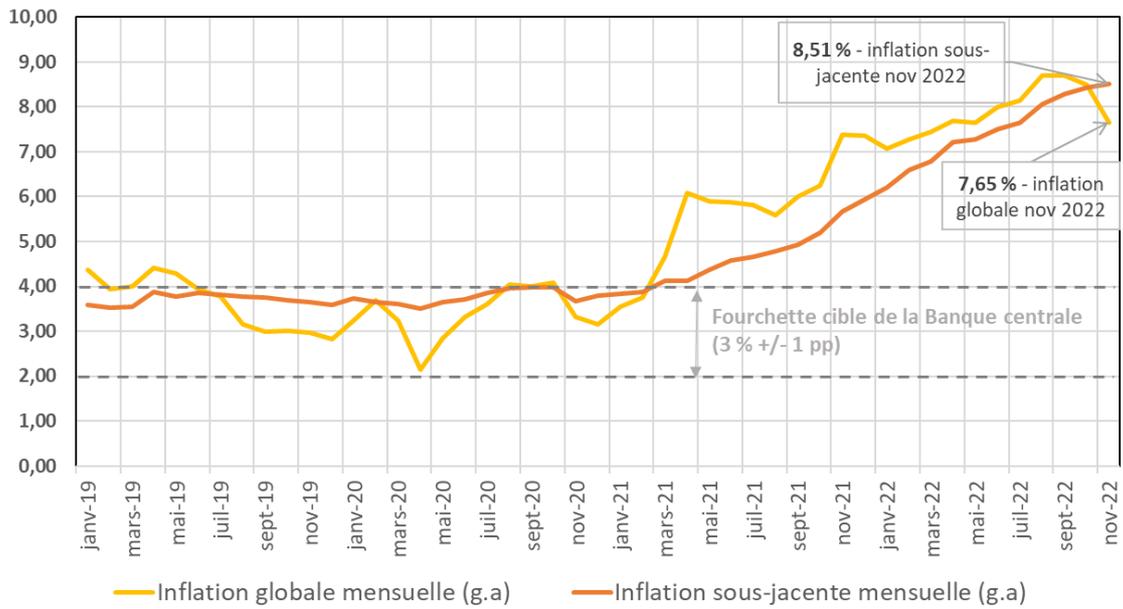
Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

Montant des réserves internationales
 (en M USD)



Source : Banque centrale du Mexique

Inflation globale et sous-jacente mensuelles (% g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie